

s'organiser et des revendications à mettre en avant. Il ne faut pas non plus tomber dans le piège de la division entre Wallons et Flamands ou entre Belges et étrangers.

Alors soyons nombreux le 9 novembre à nous mettre en grève et à nous rassembler pour préparer les luttes à la hauteur des attaques que subit le monde du travail !

Ça gaze pour eux !

Pour les entreprises géantes du gaz et du pétrole, c'est la valse aux milliards ! Sur le dernier trimestre Exxon a fait un bénéfice de 19,7 milliards, pour Chevron c'est 11,2 milliards et pour British Petroleum c'est 8,2 milliards... Quant à Total, elle augmente ses bénéfices de 43% par rapport à l'année passée !

Et il n'y aurait pas d'argent dans la société pour augmenter les salaires de tous les travailleurs ?

Prix du gaz négatif... mais pas pour nous !

Lundi 24 octobre, pendant une heure, le prix du gaz sur les marchés était devenu négatif ! C'est le résultat de la spéculation qui fait rage sur le marché du gaz. Des spéculateurs qui ne disposent ni des infrastructures, ni des moyens de stocker et transporter du gaz, achètent et vendent des contrats avant la date de livraison pour essayer de s'accaparer une part de profit. Quand des contrats leur restent entre les mains et arrivent à échéance et que du vrai gaz va être livré... ces spéculateurs sont même prêts à payer les acheteurs pour revendre ces contrats...

L'économie capitaliste c'est le chaos, les spéculateurs jouent au casino avec les richesses, nos factures et nos vies, pour le plus grand profit des spéculateurs, dont Engie, EDF-Luminus, Suez,...

Il y a de la marge

La marge bénéficiaire des entreprises belges a atteint un record entre avril et juin de cette année. Avant impôt elle était alors en moyenne de 45,2% !

Voilà qui explique une bonne part de l'envolée des prix : les entreprises qui dominent le marché ne se contentent pas de répercuter la hausse des coûts de l'énergie sur les prix, elles augmentent aussi leurs marges pour augmenter leurs profits !

Que le patronat se permette d'augmenter ses marges, c'est la preuve que ceux qui prétendent qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires mentent.

Le mythe de « l'activation » des chômeurs



Une étude récente de l'ONEM montre que la dégressivité des indemnités de chômage mise en place par le gouvernement Di Rupo puis Michel n'a eu aucune incidence sur la diminution du chômage. Celui-ci ne dépend pas de la volonté des chômeurs qu'il faudrait « inciter à trouver un emploi », mais fluctue en fonction de la situation économique.

En revanche, la dégressivité renforcée et la limitation à trois ans des allocations d'attente décidées en 2012 a été une machine à exclusion dont les effets se sont fait sentir à partir de début 2015. En six mois, 25 000 personnes, en majorité des femmes, ont perdu leur indemnité de chômage.

« L'activation des chômeurs » est une hypocrisie politique qui sert à humilier les chômeurs et, qui par là

même, met au pas tous les travailleurs sommés d'accepter un travail quelles qu'en soient les conditions.

Chômage Corénergie

Depuis début octobre, les employeurs peuvent invoquer les prix de l'énergie pour imposer le chômage temporaire à leurs salariés. En deux semaines, l'Onem a constaté que ce recours au chômage temporaire a été multiplié par 4 !

Pendant la pandémie, les patrons ont adopté le chômage Covid pour faire réaliser la même production en moins de temps et économiser sur les salaires. Ils augmentent là encore l'exploitation en utilisant le chômage « énergie ».

En fait, l'assurance-chômage est devenue un système d'airbags pour les dividendes des actionnaires pendant que les revenus des travailleurs s'écrasent de crise en crise.

Travailler malade

Une enquête de Tempo Team et de la KULeuven estime que la moitié des travailleurs belges ont travaillé en étant malades en 2021. Selon l'enquête, 15% d'entre eux auraient cédé à la pression patronale par peur du chômage et 14% à la désapprobation des collègues en cas d'absence.

La seule solution est d'imposer aux entreprises l'embauche des chômeurs ainsi que le partage du travail avec des emplois stables sans perte de salaire. On aurait alors assez de collègues pour se permettre d'être malade et on ne craindrait pas de perdre son emploi.

Inflation record en octobre

L'augmentation des prix a atteint un record en octobre, montant jusqu'à 12,3% par rapport au début de l'année. Et encore, il ne s'agit que

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

de l'inflation « officielle » ! En réalité, les prix ont augmenté bien plus, avec en première ligne ceux de l'énergie.

Pour tous ceux qui doivent vivre de leur travail, il est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts, s'il est encore possible de les joindre... Pour les chômeurs et pensionnés, c'est encore pire.

Derrière toutes ces vies en galère, ces problèmes insolubles, ces stress perpétuels, il y a la logique d'un système capitaliste qui entraîne toute une société vers la ruine, et des actionnaires assis sur des milliards de profits.

Hausse des taux d'intérêt, inflation et chômage

Les dirigeants des banques centrales tentent de réduire l'inflation en augmentant les taux d'intérêts... mais ils craignent que cela entraîne une récession...

Ils espèrent qu'en rendant les crédits plus chers, le nombre d'acheteurs baissera pour les logements, voitures et autres produits... entraînant une baisse des prix. Comme si la hausse des prix n'obligeait pas déjà la population à réduire ses dépenses !

Par contre, suite aux cadeaux de ces mêmes banques centrales aux banques privées depuis la crise de 2008 et celle du Covid ainsi que les cadeaux des gouvernements aux entreprises, les spéculateurs disposent de milliards qu'ils ne veulent pas prendre le risque d'investir dans la production. Alors les milliardaires et leurs firmes financières continuent de spéculer. Ce sont eux qui provoquent et amplifient l'augmentation rapide des prix.

En réduisant les achats, en rendant plus chers les emprunts pour les petites entreprises en difficulté, beaucoup de firmes vont licencier et même faire faillite.

Avec plus de chômage, la pression sur les salaires augmentera, ce sera la spirale infernale au détriment des travailleurs... sauf si des luttes déterminées et massives inversent le rapport des forces.

« Vos r'tournez à sabots ! »

A partir du 1er janvier 2023, la Wallonie interdit la circulation des véhicules construits avant 1996 sur l'ensemble du territoire. Les véhicules diesel seront interdits d'ici 2030 ainsi que la plupart des véhicules à essence.

Comment feront les travailleurs ? Le patron de Stellantis (4ème groupe mondial) estime lui « que la classe moyenne ne saura pas se payer des véhicules à 30 000 euros », pesant pour que l'Etat augmente la subvention à l'achat... Mais qui finalement devra payer les subventions ? Les travailleurs ?

Tout ça ne tourne pas rond !

L'écologie a bon dos

A Bruxelles, où des interdictions de circulation des véhicules polluants sont en place depuis 2018, les premiers touchés sont les pensionnés, les handicapés, les travailleurs précaires et les chômeurs.

Ces réglementations, justifiées par la lutte contre le réchauffement climatique, visent en réalité à développer un marché pour les voitures électriques dont les capitalistes européens ont besoin pour maintenir leurs profits.

Et pendant que les travailleurs et les pauvres sont sanctionnés au nom de l'écologie, des mines de charbon sont rouvertes dans toute l'Europe et de nouveaux terminaux portuaires sont construits pour emmagasiner du méthane acheté au quatre coins de la planète... pour produire de l'électricité.

Bruxelles : Bad move

Lundi 24 octobre, des centaines de manifestants à Schaerbeek se sont opposés à la mise en place du plan « Good Move » dans leur commune, en démontant les panneaux d'interdiction, en déplaçant les barrières ou les obstacles à la circulation.

Le gouvernement bruxellois affirme que ce nouveau plan de mobilité, approuvé en 2020, a été réalisé en concertation avec les habitants.

Dans les faits, de nombreux Bruxellois sont stupéfaits du degré

d'improvisation de ce plan. Des rues secondaires voient défiler des flux d'automobiles déviés par les panneaux d'interdiction. Le tarif des horodateurs a également fortement augmenté dans toutes les communes.

Prétendre résoudre les problèmes de mobilité sans une offre massive de transports en communs gratuits revient à reporter le fardeau de la désorganisation et de l'injustice sociale sur le dos des travailleurs.

Les grévistes des TEC montrent la voie



Depuis cet été, l'inflation est supérieure à 10%, loin au-dessus de l'indexation des salaires qui ne reflète que très partiellement, et avec retard, l'augmentation des prix.

Des travailleurs sont mécontents de l'immobilisme des syndicats qui n'appellent qu'à des actions limitées et espacées.

À la suite d'une mobilisation syndicale le jeudi 20 octobre, des chauffeurs de la compagnie publique de Transport en Commun (TEC) de la ville de Charleroi ont entraîné leurs collègues dans une grève et des actions prolongées. Quatre dépôts ont rejoint le mouvement, 200 chauffeurs se regroupaient chaque jour en Assemblée pour décider de leurs actions.

Les chauffeurs disaient qu'avec 2 000€ net, ils ne s'en sortaient pas, mais ils ne voulaient pas apparaître comme luttant pour leurs seuls intérêts, alors ils appelaient le reste de la population à les rejoindre dans leur lutte contre la baisse du pouvoir d'achat. Ils expliquaient que ce n'était pas une grève syndicale, mais « un mouvement citoyen contre la vie chère ». Les premiers jours, leurs actions consistaient en blocages de ronds-points et de la gare de

Charleroi.

Les syndicats ne se sont pas opposés frontalement à cette grève. Dans les médias ils ne lui apportaient pas leur soutien, mais les délégués sur place affirmaient aux grévistes qu'ils étaient « couverts ».

Et, en l'absence de direction élue, ce sont les propositions des délégués syndicaux, qui affirmaient alors parler en tant que « citoyens » et pas en tant que syndicalistes, qui étaient régulièrement reprises.

Après quatre jours d'actions, les grévistes ont décidé d'aller à la rencontre des travailleurs de deux dépôts de la Poste et d'une entreprise intercommunale publique de traitement des déchets, Tibi. Les grévistes des TEC se sont adressés avec conviction aux autres travailleurs en les appelant à les rejoindre. Chez Tibi, ils ont été proches de réussir, mais un syndicaliste de Tibi est intervenu pour organiser un vote à bulletin secret dans les locaux de l'entreprise... sous les yeux de la direction, ce qui a freiné les travailleurs de Tibi. Des chauffeurs en grève commençaient à prendre conscience des manœuvres syndicales.

Et quand un gréviste des TEC a proposé d'aller à la rencontre des ouvriers de l'entreprise privée SONACA (aviation), là les syndicalistes des TEC s'y sont opposés frontalement.

Des chauffeurs des TEC ont vu dans cet échec un défaut d'organisation : qui devait parler, pour proposer quoi, comment ?

Le soir même, lors d'un rassemblement, un de ces chauffeurs, poussé en avant par des collègues, a pris la parole pour proposer qu'en cas de reconduction de la grève, quelques grévistes – mais pas des délégués – soient élus « pour organiser les choses ».

Le lendemain matin, le mercredi 26, lors d'un vote à bulletins secrets, une courte majorité de 118, contre 100, s'est prononcée pour la continuation de la grève. Alors que les hésitations paralysaient les initiatives, l'idée d'une prime a été récupérée par les permanents syndicaux qui ont orienté vers la reprise en

promettant de négocier avec la direction de la TEC.

La grève aura duré six jours complets. Son objectif était de développer un mouvement général de lutte contre la vie chère. La veille de la reprise en main par les syndicats, les grévistes étaient en voie de sélectionner parmi eux un début de direction alternative à celle des syndicats.

Les pompiers de Bruxelles se préparent à la lutte

Les conditions de travail des pompiers sont de plus en plus intenable. D'abord il manque des embauches alors que les interventions ont augmenté de 70% sur les dix dernières années. Ensuite la réforme des pensions leur impose un départ à la retraite à 67 ans alors que l'espérance de vie d'un pompier est de 7 ans inférieure à la moyenne belge et que les équipements pèsent de 20 à 30 kilos !

Lors d'une assemblée fin octobre, les pompiers de Bruxelles ont décidé de plusieurs journées de grève totale fin décembre.

Contre les mesures d'austérité dans tous les secteurs publics utiles à la population, les pompiers auront besoin, comme les travailleurs des autres services, d'un mouvement d'ensemble.

Stop aux féminicides ! Non aux violences contre les femmes !



Teresa, une jeune femme de 23 ans, infirmière à l'hôpital Bordet, a été assassinée par son ex-compagnon. En solidarité avec elle et ses proches, la Santé en lutte et la CGSP ont organisé des rassemblements devant plusieurs hôpitaux bruxellois le 3 novembre.

C'est la 19^{ème} femme assassinée cette année en Belgique. En 2021, elles étaient 22, en 2020, 24... Ces chiffres

sont connus grâce à des associations de terrain, aucun recensement officiel n'étant effectué.

Un projet de loi vient d'être déposé qui prévoit que dorénavant l'Etat organise un recensement des féminicides. En 2016 il y avait déjà eu un tel engagement au recensement... 6 ans plus tard, on en est encore au projet de loi ! Cela montre le peu de cas que l'Etat fait de la situation des femmes.

Et il manque surtout d'hébergements d'urgence pour les femmes fuyant un compagnon dangereux, de personnel formé dans les commissariats pour prendre leurs plaintes et assurer un suivi, d'aides pour les enfants, et de soin pour les bourreaux...

Seules les luttes et les mobilisations des femmes leur ont permis de gagner des droits et de se faire entendre.

Pour en finir avec les violences envers les femmes, pour mettre fin à la domination masculine, il faudra mettre fin au système capitaliste basé sur l'oppression et l'exploitation !

Fedasil encore condamné

Fedasil, l'institution chargée de l'accueil des demandeurs d'asile vient d'être condamnée par le tribunal du travail de Bruxelles, pour la 5 000^{ème} fois cette année.

Alors que Fedasil est censé fournir un logement aux demandeurs d'asile pendant la durée de la procédure d'examen de leur demande, elle attend dans les faits d'être condamnée « en extrême urgence » devant le tribunal du travail avant d'inscrire le demandeur d'asile... sur liste d'attente pour un logement.

Il manque de logements ! Et surtout il manque la volonté des gouvernements et ministres de débloquent des crédits et de mobiliser des milliers de chômeurs pour construire les logements qui manquent, pour les demandeurs d'asile... et aussi pour de nombreux travailleurs mal logés.

Il y a 100 ans : Italie, octobre 1922, la Marche sur Rome

Extraits d'un article du journal de nos camarades de L'Internazionale

La « Marche sur Rome », en octobre 1922, fut une mise en scène que la propagande fasciste présenta comme une rupture révolutionnaire. Mais cette « révolution fasciste » n'a existé que dans les élucubrations de Mussolini et de ses serviteurs.

Le fascisme fut avant tout facilité par la réaction des classes dominantes contre le courant révolutionnaire qui secoua le prolétariat de toute l'Europe. L'immense popularité de la révolution russe de 1917 augmentait le prestige de la fraction du mouvement socialiste qui avait défendu, comme l'avait fait Lénine, les positions internationalistes et dénoncé le caractère impérialiste de la Première Guerre mondiale. Il fallait empêcher ce courant, qui allait s'organiser en partis communistes, de gagner la majorité des travailleurs. Sur cet objectif, tous les partis de la bourgeoisie étaient d'accord.

La Marche sur Rome couronnait deux années de violences des bandes fascistes contre les organisations ouvrières. Cette contre-révolution sociale était appuyée, organisée, financée par les classes possédantes, contre un mouvement ouvrier qui se faisait de plus en plus menaçant, au point de remettre en cause les bases mêmes de l'organisation capitaliste. Ce n'est pas un hasard si la défaite du mouvement d'occupation des usines, fin 1920, marqua le début de l'escalade des agressions fascistes.

Les institutions de l'État libéral furent largement complices de ces violences. On peut en dire autant des hiérarchies catholiques. (...)

Rien que pour la seule année 1921, 726 sièges d'organisations ouvrières (mutuelles, syndicats...) furent détruits par les bandes fascistes ! Et on compta plusieurs centaines de morts parmi les militants

du mouvement ouvrier.

La défaite de la grève générale d'août 1922, appelée par les syndicats pour s'opposer aux violences fascistes, confirma à Mussolini et aux siens que plus rien ne s'opposait à l'instauration d'un gouvernement fasciste, qui bénéficiait de la protection des autorités.

La Marche sur Rome fut annoncée les jours précédents. La question se posait désormais ouvertement d'en finir avec les vieux dirigeants libéraux qui ralentissaient la transformation de l'État en un instrument plus adapté aux nécessités de l'heure de la classe dominante. Le poids des industriels dans la farce révolutionnaire jouée par le parti fasciste est indiscutable. À la veille de la Marche, Mussolini rencontra à Milan le président du syndicat patronal Confindustria, Gino Olivetti, pour discuter de la physionomie du nouveau gouvernement.

Le gouvernement de Luigi Facta, qui avait déjà annoncé sa démission, proclama l'état de siège dans la capitale. Le matin du 28 octobre, la rumeur se répandit que l'armée se préparait à prendre le contrôle de Rome pour la défendre de l'attaque fasciste. Mussolini, en sécurité à Milan, à deux pas de la frontière suisse, hésitait sur la conduite à suivre, mais le roi le tira d'embarras en refusant de signer l'état de siège.

Alors que les fascistes paradaient dans la capitale, Mussolini arriva en train à Rome le 30 octobre et reçut du roi Victor-Emmanuel III la charge de former le nouveau gouvernement. L'armée, en état d'alerte les jours précédents, forte de 280 000 hommes et d'une artillerie lourde, ne tira pas un coup de feu. Voilà ce que fut la « révolution » des fascistes. Pendant ce temps, dans les autres villes italiennes, les groupes armés fascistes prenaient définitivement possession des administrations locales avec l'accord des préfets.

Le nouveau gouvernement ne fut pas exclusivement fasciste. Des dirigeants libéraux et du Parti populaire y furent appelés et les Assemblées votèrent à une très grande majorité en faveur du gouvernement Mussolini : 429 oui, 116 non et 7 abstentions à la Chambre des députés. Tous les partis

de la bourgeoisie, y compris le Parti populaire catholique, durent convenir que pour défendre le système capitaliste du « péril rouge », les méthodes fascistes étaient les meilleures. Et si certains d'entre eux espéraient pouvoir se défaire de cette alliance avec le fascisme, une fois le sort des socialistes et surtout des communistes réglé, il en alla tout autrement.

Malgré la répression, quelques espaces légaux demeurèrent ouverts aux organisations ouvrières, au moins jusqu'en 1924, année de l'assassinat du député socialiste Matteotti par des fascistes. L'émotion suscitée par ce énième crime ouvrit une grave crise politique au sein même du parti fasciste. Mais pas plus qu'auparavant, les directions socialiste et syndicales ne voulurent prendre la direction d'une lutte décidée. Le respect des institutions soi-disant « démocratiques » pourtant ouvertement complices des assassins fascistes, contribuèrent largement à désorienter et désarmer la classe ouvrière. Quant au jeune Parti communiste, il n'avait ni la force ni l'influence pour changer significativement le rapport de force.

Une fois surmontée la crise Matteotti, le gouvernement accéléra son évolution vers la forme dictatoriale avec les « lois fascistissimes » prises entre 1925 et 1926. En même temps, Mussolini abandonna les slogans « révolutionnaires » et les revendications républicaines, anticléricales et « prolétariennes », avec lesquelles il avait cherché à tromper les couches populaires les premières années du mouvement fasciste. Les dirigeants de la grande bourgeoisie, qui avaient autrefois soutenu avec conviction les institutions démocratiques, siégeaient désormais au Grand conseil du fascisme, au Sénat et dans les différentes corporations et, pendant plus de vingt ans, le régime fasciste fut le plus fidèle et zélé serviteur de la grande bourgeoisie italienne.

Socialisme ou catastrophe climatique



A travers toute l'Europe, des activistes du climat jettent de la soupe aux tomates sur des peintures célèbres, se collent eux-mêmes aux murs de musées ou à la route pour arrêter les voitures. Ces actions symboliques sont censées mobiliser ceux qui partagent leur angoisse face au réchauffement climatique.

Le nombre de victimes des événements climatiques extrêmes, comme des incendies, des sécheresses ou des inondations ne cessent de croître. Les scientifiques constatent que le réchauffement évolue selon le pire des scénarios envisagés et redoutent une catastrophe générale.

Les conférences sur le climat ne servent à rien. Les solutions techniques ne manquent pas, mais sous le capitalisme la course au profit prime sur tout, y compris sur l'avenir de la planète.

A part renverser le capitalisme, il n'y a pas de solution pour que les peuples soient libres de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire face aux menaces climatiques et à l'épuisement des ressources naturelles.

Un système malade

La tuberculose est en hausse pour la première fois depuis plus de 20 ans avec 10,6 millions de malades dans le monde en 2021, 4,5% de plus en un an, et 1,6 million de décès selon l'Organisation mondiale de la santé.

Pourtant la tuberculose se soigne, 85% des tuberculeux pourraient guérir en 4 à 6 mois de traitement.

La gestion de la pandémie de Covid et les confinements qui ont limité l'accès aux soins et aux

dépistages ainsi que les conflits militaires qui se multiplient expliquent cette hausse de la maladie.

Mais l'augmentation de la pauvreté et la sous-alimentation sont aussi responsables.

Ce système incapable de donner accès à des dépistages et des soins existants à la population mondiale alors qu'il garantit des milliards de profit aux entreprises pharmaceutiques est incurable !

« L'oiseau est libre » et les licenciements s'envolent



« L'oiseau est libre », c'est avec ces mots qu'Elon Musk, patron multimilliardaire de la firme de voitures électriques Tesla et de l'entreprise d'engins spatiaux Space X, a annoncé le rachat de Twitter pour un montant de 44 milliards d'euros. Il a immédiatement dissous le conseil d'administration, devenant ainsi le seul dirigeant, puis a licencié la moitié des employés, environ 3 500 personnes.

Voilà le capitalisme en pleine action...

La presse libre ? Non !

Elon Musk, en achetant Twitter veut soi-disant lui rendre sa « liberté d'expression ». Mettre la main sur les journaux les plus lus, posséder des radios et des télévisions, c'est ce que fait la grande bourgeoisie pour peser sur l'opinion publique.

Jeff Bezos, patron d'Amazon, s'est offert le Washington Post, et en France, TF1 appartient à Bouygues, Canal+ et C News à Bolloré.

En Belgique aussi, les grands médias sont détenus par quelques groupes aux mains de riches familles. DPG Media, appartenant à la famille Van Thillo,

contrôle la télévision flamande VTM et francophone RTL-TVI, les journaux Het Laatste Nieuws, De Morgen et 7sur7 ainsi que le magazine Humo. Le groupe Rossel de la famille Hurbain, allié à DPG Media pour l'achat de RTL, possède Le Soir, de Tijd, l'Echo, les titres de Sudinfo (la Nouvelle Gazette, La Province, la Capitale, La Meuse) et le journal gratuit Métro...

La grande presse est enchaînée par le capital.

Des officiers russes menaceraient d'exécuter les fuyards

Selon le ministère de la défense britannique, des officiers russes menaceraient de tirer sur les soldats qui fuiraient face aux attaques de l'armée ukrainienne.

Si ce n'est pas une propagande occidentale, cela montrerait que de nombreux soldats russes n'ont pas envie de mourir pour la sale guerre de Poutine et des oligarques. En effet, on a pu voir des désertions, des sabotages et même des mutineries au sein de l'armée russe.

Comme le dit l'Internationale, le chant des travailleurs : « *s'ils s'obstinent, ces cannibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux* ». C'est ce qu'avaient fait les soldats russes en 1917 pour mettre fin à la boucherie de 1914-1918 et pour prendre le pouvoir avec les travailleurs contre les riches privilégiés.

C'est la seule issue favorable pour les travailleurs russes et ukrainiens dans cette guerre qui n'est pas la leur.

**Suivez-nous sur
Facebook :
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !